



Direction de l'Urbanisme

Service du Permis de Construire et du Paysage de la Rue

SNL PROLOGUES
Madame Juliette POIRSON
3 rue Louise Thulliez
75019 PARIS

Référence dossier : **PC 075 113 24 V0026**
10 RUE DU DOCTEUR LAURENT
75013 PARIS



La présente décision est transmise le :
au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues à
l'article L. 424-7 du code de l'urbanisme.

**Conformément à l'article R.452-1 du même code, elle est exécutoire
quinze jours après sa notification, si le projet comporte des
démolitions.**

LA MAIRE DE PARIS

Vu le code de l'Urbanisme et notamment le livre IV relatif au régime applicable aux constructions, aménagements et démolitions ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par le Conseil de Paris dans sa séance des 12 et 13 juin 2006, modifié les 29 et 30 septembre 2009, les 6 et 7 février 2012 et les 4, 5, 6, 7 juillet 2016 ;

Vu la demande de permis de construire, référencée ci-dessus, déposée le 31/05/2024, affichée le 05/06/2024 à la mairie d'arrondissement, parla SNL PROLOGUES, représentée par Madame Juliette POIRSON, pour la réhabilitation et la surélévation d'un niveau avec combles du bâtiment sur rue à R+2+C pour la création de 5 logements sociaux, la démolition de la charpente et de la couverture, la démolition partielle du bâtiment en extension sur le jardin et d'un auvent, la démolition dalle béton formant une terrasse au-dessus d'une cave en rez-de-chaussée du bâtiment ;

Vu les pièces complémentaires reçues le :

08/07/2024 : plan de masse existant et projet, coupes, plan de nivellement d'ilot, plan des niveaux, Notice de Gestion des Eaux pluviales, tableau des surfaces, notice de sécurité incendie, élévations de façades et plan de toiture mises à jour, insertions complémentaires, photos environnement proche et lointain

- 08/08/2024 : étude géotechnique et notice de sécurité incendie mise à jour

- 21/10/2024 : étude de sol, courrier de réponse à l'Inspection Générale des Carrières, plan de masse des sondages effectués

Vu les avis de services émis par :

- UDAP ABF en date du 22/07/2024

- Préfecture de Police (BPCA) en date du 01/10/2024

- Mairie du 13ème arrondissement en date du 09/09/2024

- DPE - STEA Assainissement en date du 26/09/2024

- IGC Inspection Générale Carrières en date du 22/10/2024

- ENEDIS en date du 25/06/2024

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

Le permis de construire, référencé ci-dessus, est accordé à la SNL PROLOGUES, Madame Juliette POIRSON pour la réhabilitation et la surélévation d'un niveau avec combles du bâtiment sur rue à R+2+C pour la création de 5 logements sociaux, la démolition de la charpente et de la couverture, la démolition partielle du bâtiment en extension sur le jardin et d'un auvent, la démolition dalle béton formant une terrasse au-dessus d'une cave en rez-de-chaussée du bâtiment (surface de plancher créée: 120.9 m²), conformément au dossier déposé, complété les 08/07/2024, 08/08/2024 et 21/10/2024, sous réserve des prescriptions énoncées à l'article 2 - 1^{er} alinéa.

ARTICLE 2 :

Le pétitionnaire se conformera aux prescriptions formulées par la Délégation Permanente de la Commission Départementale de Sécurité de la Préfecture de Police, l'Inspection Générale des Carrières, annexées au présent arrêté.

Le pétitionnaire trouvera, en annexe de la présente décision, les avis émis par l'Inspection Générale des Carrières, la Direction de la Propreté et de l'Eau (Section de l'Assainissement de Paris), la Direction de la Propreté et de l'Eau (Services Techniques de la Propreté de Paris), ENEDIS ;

Il est précisé que la puissance de raccordement au réseau de distribution électrique a été estimée par ENEDIS (avis ci-joint) à 45 kVA triphasé, au vu des éléments fournis par le demandeur.

Toutes dispositions devront être prises pour conserver l'intégrité matérielle des parties du bâtiment dont la démolition n'est pas autorisée.

ARTICLE 3 :


Le projet donne lieu au paiement de la taxe d'aménagement (part communale, départementale et régionale) prévue aux **articles 1635 quater A et suivants du code général des impôts.**

La Directrice de l'Urbanisme est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié au demandeur.

Pour la Maire de Paris et par délégation,

La Cheffe de la Circonscription Sud

Agnieszka Dusapin



Le:

Le 18 novembre 2024

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Paris dans un délai de deux mois à partir de sa notification.

Pour information, il est précisé que ce recours peut être précédé d'un recours gracieux adressé à la Maire de Paris.

INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- déposé sur le service numérique de la Ville de Paris, une déclaration d'ouverture de chantier ou adressé celle-ci en deux exemplaires au format papier (modèle de déclaration CERFA no 13407) au Bureau Accueil Service à l'usager situé au 6 promenade Levi Strauss 75013 Paris.

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme est disponible à la mairie, sur le site internet du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait:

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Le bénéficiaire du permis a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Information sécurité incendie

DECI (défense extérieure contre l'incendie) :

Pour les prescriptions de la préfecture de police relatives à la gestion des points d'eau incendie, le bénéficiaire de l'autorisation devra s'adresser, dans un délai de 6 mois au minimum avant la date de livraison souhaitée du bâtiment, à la Direction de la Propreté et de l'Eau - STEA - Section de l'Assainissement de Paris - Division coordination de l'exploitation - 27 rue du Commandeur 75014 PARIS - mél : DPE-STE-DECI@paris.fr - téléphone : 01 53 68 24 70 - fax : 01 53 68 24 99.

Information fiscalité de l'urbanisme - Réforme de la taxe d'aménagement (TA) et de la redevance d'archéologie préventive (RAP) -

Pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, le formulaire de déclaration des éléments nécessaires pour le calcul des impositions (DENCI) n'est plus à joindre au dossier. Cette disposition ne concerne pas les permis modificatifs dont le permis initial a été déposé avant le 1^{er} septembre ni les demandes de transfert de permis également déposés avant cette date.

Une déclaration doit être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service "gérer mes biens immobiliers" : <https://www.impots.gouv.fr/actualite/gerer-mes-biens-immobiliers-un-nouveau-service-en-ligne-pour-les-usagers-proprietaires>

Pour les projets d'une superficie supérieure à 5 000m² le redevable devra s'acquitter de deux acomptes fixés à 50% et 35% du montant prévisionnel de la taxe, exigibles à 9 et 18 mois à compter de la délivrance du permis.

La redevance d'archéologie préventive (RAP) devient la taxe d'archéologie préventive, taxe additionnelle à la TA.

Travaux sur construction existante

Amiante : Il est rappelé l'obligation, avant tous travaux, de procéder dans les locaux concernés par la présente autorisation à la recherche de matériaux contenant de l'amiante, et de prendre, le cas échéant, toute mesure afin que les travaux envisagés ne constituent pas un danger pour les personnes pouvant être directement ou indirectement exposées à cette matière. Tous renseignements relatifs aux risques liés à une exposition à l'amiante peuvent être obtenus auprès de la Direction du Logement et de l'Habitat de la Ville de Paris - Sous-Direction de l'Habitat - Service Technique de l'Habitat - 103, avenue de France 75013 PARIS - Téléphone : 01 42 76 72 80.

Plomb : L'ensemble du territoire parisien a été classé par arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 zone à risque d'exposition au plomb, en ce qui concerne les revêtements des bâtiments affectés en tout ou partie à l'habitation, construits avant le 1^{er} janvier 1948. Le constructeur est tenu de prendre en compte les risques liés à la présence éventuelle de plomb pouvant résulter des travaux, objets de la présente autorisation, pour les occupants et les personnes appelées à les effectuer. Tous renseignements peuvent être obtenus sur le site du ministère de la transition écologique et solidaire - Politiques publiques - Bâtiments et règles de construction - Politique de prévention de l'habitat - Risques liés au plomb et autres risques sanitaires ou auprès de l'Agence Régionale de la Santé d'Ile-de-France (ARS) Millénaire 2 - 35, rue de la gare 75935 PARIS CEDEX 19.

Termites : L'ensemble du territoire parisien a été classé par arrêté préfectoral du 21 mars 2003 zone de surveillance et de lutte contre les termites et autres insectes xylophages. Le constructeur doit faire procéder à l'incinération, sur place, des bois et des matériaux de démolition contaminés, ou en cas d'impossibilité, à leur traitement, avant tout transport, et d'en faire la déclaration à la mairie de l'arrondissement du lieu de situation de l'immeuble (Bureau des Affaires Générales). Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de la Direction du Logement et de l'Habitat - Sous-Direction de l'Habitat - Service Technique de l'Habitat - 103, avenue de France 75013 Paris Téléphone : 01 42 76 89 43 - 01 42 76 72 21 - 01 42 76 72 32 ou sur paris.fr - Services et infos pratiques - Logement - Prévention pour le logement - Lutte contre l'habitat indigne - Lutte contre les termites.

Plaques de rues : Les plaques portant les noms des voies (impasse, rues, avenues, boulevards...) doivent être visibles depuis l'espace public y compris pendant la durée des travaux. Toute plaque déposée à l'occasion de travaux devra être remise à son emplacement initial. De même toute plaque dégradée du fait des travaux devra être remise en état.

EXPLICATION DES RENVOIS TECHNIQUES

- (1) Pour les constructions existantes, le demandeur est tenu de s'assurer auprès de son maître d'œuvre que les fondations existantes présentent la même sécurité que des fondations adaptées à l'égard de tassements de terrain pouvant résulter de la présence ou de la proximité de la carrière et renforcer ces fondations dans le cas contraire.
- (2) La consolidation souterraine par injection consiste à réaliser des barrages en limite de propriété, à combler tous les vides, à claver le ciel de la carrière à l'aide d'un coulis approprié, et à traiter les remblais de la carrière et les terrains sus-jacents décomprimés existants sous le projet et ses abords. Cette méthode doit être réalisée avec soin et être suivie de forages de contrôle pour s'assurer de son efficacité.
- (3) La consolidation souterraine par piliers maçonnés ou bétonnés consiste à réaliser un soutènement du ciel de la carrière à l'aide d'un certain nombre de piliers maçonnés élevés entre le sol et le ciel de la carrière, sous la construction projetée, à ceinturer et à combler les fontis et les puits. Un dossier justificatif de dimensionnement est en général à produire dans le dossier de récolement. Un contrôle de bonne exécution est obligatoire.
- (4) Il faut entendre par fondations profondes (puits, pieux forés ou micro-pieux), tout dispositif permettant de reporter les charges au moins au-dessous du sol de la carrière la plus basse, exécuté sans percussion et conformément aux documents techniques unifiés (DTU 13.2) en vigueur. Le choix de fondations profondes par micro-pieux devra être justifié par une note de calcul validée par un bureau de contrôle technique missionné par le maître d'ouvrage, avant exécution.
- (5) La ou les galeries municipales situées à proximité des projets faisant l'objet de consolidations souterraines par injection ou de comblement ou remblaiement des vides résiduels (remplissage gravitaire associé à un clavage au ciel de la carrière) doivent être maintenues dans leur état initial ; dans le cas contraire, une remise en état est exigée.
- (6) Le radier général armé justifié à la condition de fontis sera exécuté sur la base d'un dossier technique justificatif, validé par un bureau de contrôle technique, à soumettre à l'Inspection générale des carrières.

CONDITIONS DE LA PRESCRIPTION

La prescription de l'Inspection Générale des Carrières est formulée en vertu des dispositions de l'article R.421.15 du Code de l'urbanisme et en vertu des arrêtés préfectoraux et inter préfectoraux visés au I. Dès lors qu'elle est reprise dans l'arrêté du permis de construire, elle en constitue un support juridique indivisible. Les prescriptions des travaux obligatoires ou les recommandations formulées par l'Inspection Générale des Carrières s'inscrivent donc essentiellement dans le cadre de l'instruction de la demande de permis de construire. Il n'entre pas dans la mission de l'Inspection Générale des Carrières, conseil technique du Maire qui est la seule autorité compétente pour la délivrance de l'autorisation administrative de construire, d'émettre un avis sur la qualité de l'exécution des travaux prescrits ou recommandés. A ce titre, la présente prescription obligatoire ou recommandation ne saurait être considérée comme un acte de conception ou de maîtrise d'œuvre. La définition constructive des fondations, leur dimensionnement, la qualité et la conformité aux règles constructives en vigueur (notamment le D.T.U.) reste de la totale et entière responsabilité des acteurs à la construction (maître d'œuvre, bureau de contrôle technique et entreprises). Dans ce contexte, l'Inspection Générale des Carrières n'émet aucun avis qualitatif sur le projet du demandeur.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les mesures prescrites par l'Inspection générale des carrières sont suffisantes eu égard aux caractéristiques mécaniques du sol et (ou) du sous-sol ainsi que de l'hydrogéologie du secteur en particulier par l'exécution d'une campagne de reconnaissance de sols (mission minimale de type G2, norme NFP 94 500).

OBLIGATIONS DU DEMANDEUR

Dès que le demandeur commencera les travaux prescrits, il en avisera par écrit l'Inspection Générale des Carrières (igc.dvd@paris.fr). Pendant la durée des travaux, les agents chargés d'en constater l'exécution auront libre accès au chantier et toutes facilités leur seront données pour leur permettre d'accomplir leur travail.

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions particulières de sécurité qui lui sont prescrites, il s'exposera aux sanctions prévues aux articles L 480-1 et suivants et R 480-1 et suivants du Code de l'urbanisme pour le non-respect du permis de construire. Dans le cas où la poursuite des travaux de la construction présenterait un danger pour la sécurité publique, un arrêt de chantier pourra être demandé.

DOSSIER DE RECOLEMENT

Après l'achèvement des travaux prescrits, le demandeur établira et remettra à l'Inspection Générale des Carrières, le dossier de récolement des travaux exécutés, aux échelles de 1/200, 1/100 ou 1/50 conformément aux dispositions de l'article R 460-3 du Code de l'urbanisme et de celles de la notice technique IGC relative à la prescription émise. Le demandeur ayant exécuté des travaux de fondations superficielles (longrines, semelles, radier, renforcement de fondations, etc...), remettra également un plan exact d'implantation, signé et certifié conforme, à l'échelle de 1/200, 1/100 ou 1/50 des travaux réalisés ainsi que le schéma du ferrailage adopté. Un récépissé de dépôt de ces plans sera établi à la requête du demandeur ayant remis le dossier de récolement à l'Inspection Générale des Carrières, afin de permettre l'obtention du certificat de conformité conformément aux dispositions de l'article R 460-3 du Code de l'urbanisme.

DTR n° 24P0647E-3

IGC n° A24DVD042049

Numéro d'autorisation de construire :

PC 075 113 24 V0026

Adresse des travaux :

PARIS 13

10 RUE DU DOCTEUR LAURENT

Pétitionnaire :

SNL PROLOGUES - Madame POIRSON Juliette

L'Inspection générale des carrières

A.

MAIRIE DE PARIS

Direction de l'urbanisme – SPCPR

6 promenade Claude Lévi-Strauss

CS 51388

75639 PARIS Cedex 13

Référence : Avis précédent : 29/07/2024 - Rapport SEFIA n° 24 02 10207 FB 75 Ind 2 du 22/03/2024.

Avis sur demande d'autorisation de construire

Je vous prie de trouver ci-après un nouvel avis de l'Inspection Générale des Carrières sur le dossier de demande d'autorisation de construire PC 075 113 24 V0026.

Copie :

SNL PROLOGUES
Madame POIRSON Juliette
3 rue Louise Thulliez
75019 PARIS

I / INFORMATIONS SUR LE SOUS-SOL DE LA PARCELLE CONCERNEE PAR LE PROJET, en l'état actuel des connaissances (indiquées par une croix)

Parcelle située dans un périmètre de risque : OUI :

- Plan de prévention des risques naturels de mouvements de terrains : arrêté préfectoral du parcelle en zone de couleur
- Pour Paris : arrêtés inter préfectoraux des 26 janvier 1966 et 19 mars 1991 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières et arrêté inter préfectoral du 25 février 1977 délimitant le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antéludien, et dispositions figurant au plan local d'urbanisme, visant les conditions relatives aux occupations et utilisations du sol dans la zone de risque de dissolution du gypse antéludien.
- Pour les Hauts de Seine : arrêté interpréfectoral du 26 janvier 1966, et arrêtés préfectoraux des 25 avril 1967, 7 août 1985, 25 novembre 1985, 19 décembre 1985 et 27 janvier 1986 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières.
- Pour la Seine Saint Denis : arrêté inter préfectoral du 26 janvier 1966 et arrêté préfectoral du 25 avril 1967 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières, arrêtés préfectoraux des 21 mars 1986, 16 décembre 1986 et 18 avril 1995 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières et dans le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antéludien.
- Pour le Val de Marne : arrêté inter préfectoral du 26 janvier 1966 et arrêté préfectoral du 25 avril 1967 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières

- D'après les documents de l'Inspection Générale des Carrières :
- D'après le rapport d'étude de sol SEFIA fourni par le demandeur :
- Le terrain est situé dans le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antéludien, jusqu'à
 - la base des Marno-Calcaires de Saint Ouen, estimée à une profondeur de mètres environ.
 - la base des Marnes et Caillasses, estimée à une profondeur de mètres environ.
- Le terrain est situé au dessus d'anomalies de dissolution du gypse antéludien situées entre et mètres de profondeur.
- Le projet est situé dans une zone d'anciennes carrières :
 - d'une ancienne carrière à ciel ouvert de épaisseur des remblais : mètres environ
 - en partie au dessus d'une ancienne carrière souterraine de CALCAIRE GROSSIER, présumée partiellement comblée
 - d'une ancienne carrière souterraine de ,.....
 - de limites et de caractéristiques mal connues pour la carrière de

Caractéristiques des carrières souterraines (données à titre indicatif notamment pour le recouvrement qui peut varier en fonction de la cote de sol réelle du projet)

- Carrière de CALCAIRE GROSSIER	
Recouvrement	8 à 9.1 m
Hauteur de la carrière (1 ^{er} étage)	1.05 à 1.9 m (en partie au-dessus)
Banc séparatif	1.45 à 1.9 m
Hauteur de la carrière (2 ^{ème} étage)	1.7 à 1.95 m (à proximité)
Banc séparatif	m
Hauteur de la carrière (3 ^{ème} étage)	m
- Carrière de	
Recouvrement	m
Hauteur de la carrière (1 ^{er} étage)	m
Banc séparatif	m
Hauteur de la carrière (2 ^{ème} étage)	m
Banc séparatif	m
Hauteur de la carrière (3 ^{ème} étage)	m

Travaux antérieurs de traitement de la carrière et/ou de fondations :

- Néant
- Existants :
 - pour la carrière souterraine de par
 - pour la carrière souterraine de par
 - pour la (les) construction (s) existante(s) par, et par,

II / PRESCRIPTIONS MINIMALES PROPOSEES PAR L'INSPECTION GENERALE DES CARRIERES (indiquées par une croix)

Les notices techniques de l'Inspection générale des carrières fixent les règles minimales à respecter pour certains types de travaux. Dans le cas où la prescription détaillée ci-dessous fait référence à une telle notice, sa mise en œuvre devra y être conforme. Les renvois techniques indiqués par un chiffre et les conditions détaillées de la prescription sont explicités en dernière page. Les travaux prescrits doivent être effectués par le pétitionnaire préalablement à la réalisation de l'opération faisant l'objet de la demande d'autorisation de bâtir.

ET TRAVAUX DE MISE EN SECURITE DE LA PARCELLE : pour le non bâti

- Comblement, clavage de la carrière et forages de contrôle
- Traitement des fontis et des terrains décomprimés
- CONFORTATIONS SOUTERRAINES :
 - Consolidation par piliers maçonnés ou bétonnés dans la hauteur de la carrière (3)
 - Murs masque (Dans le cas où la fouille atteindrait ou dépasserait le ciel de la carrière, il conviendra de réaliser un soutènement définitif du ciel de la carrière en bordure de fouille par un soutènement maçonné.)
 - Consolidation par injections de coulis dans la carrière sous le projet et ses abords (2) (5)
 - Injections de coulis des anomalies de dissolution du gypse antéludien
 - Préservation de galeries (5). Un état des lieux devra être établi conjointement entre le maître d'œuvre et l'Inspection Générale des Carrières sur l'état des galeries situées sous : - Le suivi de ce chantier par l'IGC est soumis au paiement d'une redevance conformément à l'arrêté municipal pris chaque année et inséré au BOVP.

FONDATIONS SUPERFICIELLES ARMEES (conformément au DTU 13.1) :

- Longrines, semelles filantes avec comblement (gravitaire+clavage)
- Radier général armé avec comblement (gravitaire+clavage) justifié à la condition de fontis (6)

REINFORCEMENT DES FONDATIONS EXISTANTES :

- Diagnostic des fondations avec renforcement en cas d'insuffisance pour le projet (1)

ET FONDATIONS PROFONDES (conformément au DTU 13.2) : Avec recherche du niveau inférieur

- Puits de béton, pieux forés ou micro-pieux (type II ou supérieur) traversant les remblais de la carrière à ciel ouvert (4)
- Puits de béton ancrés en pied de carrière souterraine (4)
- Pieux forés ou micro-pieux (type II ou supérieur) (4) ancrés en pied de carrière souterraine avec comblement (gravitaire+clavage)
- Préservation de galeries (5). Un état des lieux devra être établi conjointement entre le maître d'œuvre et l'Inspection Générale des Carrières sur l'état des galeries situées sous : - Le suivi de ce chantier par l'IGC est soumis au paiement d'une redevance conformément à l'arrêté municipal pris chaque année et inséré au BOVP.

AUTRES :

- Mission spécifique de surveillance :
- Travaux validés ou à valider par un bureau de contrôle technique :

III / RECOMMANDATIONS PROPOSEES PAR L'INSPECTION GENERALE DES CARRIERES (indiquées par une croix)

Travaux recommandés afin de garantir la mise en sécurité de la parcelle et des ouvrages vis à vis des risques de mouvement de terrain.

- Reconnaissance de sol pour recherche de vides de dissolution du gypse antéludien à mètres environ de profondeur (suivant les règles minimales de la notice technique du 31/01/2016)
- Essais d'injection de coulis de ciment des anomalies de dissolution du gypse antéludien décelées par les forages
- Reconnaissance de sol pour s'assurer de l'absence d'exploitation sous la (les) construction(s) existante(s) à modifier et/ou projetée(s)
- Comblement (remplissage gravitaire et clavage) des vides résiduels de la carrière
- Consolidations souterraines sous la (les) construction(s) existante(s) à modifier et/ou projetée(s)
- Consolidations souterraines sous le non-bâti
- Extension des travaux prescrits au paragraphe II sous la (les) construction(s) existante(s)
- Diagnostic des fondations existantes avec renforcement en cas d'insuffisance pour le projet (1)
- Autres :

Paris, le 26 SEP. 2024

L'Ingénieure en chef adjointe à l'Inspecteur Général des Carrières :

L'Ingénieure en Chef
Cheffe de l'Inspection Générale des Carrières
Laurine AZEMA